La Commune

Pactes et alliances contre la classe ouvrière

La suspension des discussions de *Podemos* avec le *Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)* suite au pacte conclut avec le parti de droite *Ciudadanos (C's)* accentue la crise de la monarchie acculée à convoquer de nouvelles élections si le blocage institutionnel persiste. Une situation inédite depuis 1977.

L'alliance, que le *PSOE* a scellée avec *C's,* s'oriente vers une nouvelle transition, celle qui a débuté en 1978 - Pacte de la Moncloa entre franquistes, *PSOE* et *Parti communiste d'Espagne (PCE)*. Ce pacte *PSOE- C's* prétend sauver la monarchie affectée par la corruption qui la gangrène. Les points essentiels de ce programme revalident la Constitution puisque les rares promesses de réformes annoncées ont disparu au cours des négociations pour faciliter l'entente avec le *Parti populaire (PP)* de Mariano Rajoy, qui gouverne le pays, en fonction depuis deux mois et demi. Ont donc disparu, la réforme de la loi sur la sécurité nationale à laquelle le *PSOE* voulait déroger, ainsi que celle sur la privatisation de la Sécurité sociale ou encore la réforme du travail instituant un contrat unique.

Divisions au sein de l'appareil du PSOE

L'accord avec *C's* a ravivé les tensions dans les rangs du *PSOE*, en particulier à cause de la mention sur la suppression des députations (conseils généraux) des organes de pouvoir que les barons du *PSOE* comme Susana Díaz, présidente de l'autonomie andalouse, la plus nombreuse en poids militant, et les présidents de presque toutes les autres régions, considèrent vitaux pour leurs intérêts. Le *PSOE* contrôle, en effet, 18 députations provinciales actuellement.

Par ailleurs, le *Parti des socialistes de Catalogne (PSC)*, le deuxième en nombre de militants, se prépare à faire campagne pour un référendum en Catalogne si le candidat du *PSOE*, Pedro Sánchez, n'est pas investi, ce qui mènerait, sans doute, à l'explosion du *PSOE*. Les difficultés de M. Sánchez à faire passer ses alliances avec *Podemos* d'abord, puis avec *C's*, ont précipité la crise du parti et l'ont contraint à convoquer un référendum interne qui a, en définitive, contribué à mettre en évidence sa division : la moitie seulement des militants se sont rendus aux urnes ou ont voté sur internet, 31% en Catalogne. Près de 10.000 ont quitté le parti, rapporte le journal *El País*.

Podemos à la manœuvre

Podemos qui essaye de prendre la relève d'un *PSOE* défaillant, aux méthodes dignes d'un opportunisme éculé, ne fait que désorienter davantage un électorat volatil, qui a voté pour lui par dépit, par rapport au *PSOE* et à *Izquierda Unida (IU)*. Les directions de *Podemos* au Pays Basque, en Catalogne et en Galice ont été dissoutes et remplacées par des administrateurs, dès le début de la campagne électorale du 20 décembre. Elles avaient exprimé des divergences politiques, particulièrement sur le droit à l'autodétermination et le programme social.

Ces méthodes staliniennes de l'appareil de *Podemos* qui se revendique de « la défense du peuple contre la caste » ne peuvent, à terme, que conduire cette coalition hétérogène à l'éclatement.

Unité nationale autour de la monarchie

Pour l'instant, *Podemos*, le parti de Pablo Iglesias, n'a fait que suspendre les négociations menées conjointement avec *IU* et se propose de les reprendre si M. Sánchez n'est pas investi. Le maire de Madrid, Manuela Carmena, ancienne militante du *PCE* de Santiago Carrillo (secrétaire général du *PCE* et artisan de l'actuelle Constitution monarchique) et juge à la retraite, vient de déclarer son soutien à l'investiture de M. Sánchez. Cette figure de la coalition *Podemos*, qui gouverne avec l'appui du *PSOE*, ouvre bien la voie à une prochaine union nationale pour le sauvetage de la monarchie.

L'équipe de négociateurs avec le *PSOE* est d'ailleurs composée, entre autre, par un général et deux magistrats, pour mieux étayer sans doute la capacité virtuelle de *Podemos* à reprendre en main les institutions issues du franquisme, donnant ainsi des gages de fidélité à la couronne espagnole. M. Iglesias a-t-il l'intention d'être l'émule du *PCE* qui a repris en main l'appareil répressif de la République espagnole dirigée par l'ombre de la bourgeoisie[1] ? L'équipe négociatrice propose le plus grand consensus pour débloquer le conflit entre la *Generalitat catalane*[2] et le gouvernement central de Madrid. Pour cela et ne pas heurter celui-ci, *Podemos* prévoit une *« consultation non contraignante »* (article 92 de la Constitution). *Podemos* insiste justement sur sa « coïncidence » avec la feuille de route du *PSOE* et envisage des solutions alternatives à l'autodétermination de la Catalogne:*« nous devons tous céder »* avertit M. Iglesias dans un élan de patriotisme espagnol, ajoutant *« ce qui est fondamental c'est que le gouvernement soit pluriel »*. Au même moment, *PSOE* et *C's* consignaient leur alliance avec ce même désir de pluralité et surtout d'unité nationale.

Tout cela alors que l'autre figure de *Podemos*, le maire de Barcelone Ada Colau (*En Comú Podem*) se prononçait contre les travailleurs des transports publics de la capitale catalane, en grève contre les conditions de travail précaires, montrant ainsi le véritable programme de *Podemos*, celui de l'allégeance au capital et à son représentant espagnol : la monarchie de Felipe VI.

Domingo Blaya,
le 4 mars 2016

1 *Leon Trotsky appelait ainsi le gouvernement républicain espagnol* .

2 *Organisation politique de la communauté autonome de Catalogne.*

Modifié le jeudi 10 mars 2016

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

« L’irruption d’un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L’Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »